



Essentiel

2023-2024

©Planète Urgence

A woman with dark hair tied back, wearing a grey hoodie, is leaning over a table. She is focused on a craft project, using her hands to manipulate a piece of bright pink paper. The background is slightly blurred, showing what appears to be an indoor setting with other people and materials. The text 'SOMMAIRE' is overlaid on the left side of the image.

SOMMAIRE

P. 5 Édito

P. 6 Plaider pour la qualité et le financement de l'éducation

P. 12 Articuler le plaidoyer de la Coalition Éducation avec celui des sociétés civiles du Sud

P. 16 Fédérer et renforcer la société civile française pour porter une voix collective et engagée au niveau national et international



Essentiel

2023-2024

Qui sommes-nous ?

La Coalition Éducation rassemble vingt organisations de la société civile française : syndicats, associations de solidarité internationale, ONG de défense du droit à l'éducation, organisations d'éducation populaire. Ensemble, nous revendiquons le droit à une éducation inclusive de qualité pour toutes et tous, et notamment pour les plus vulnérables, et affirmons que la solidarité internationale est nécessaire pour mener ce combat.

La Coalition Éducation fonctionne de fait comme une association loi 1901. Elle est portée administrativement et financièrement par une organisation cheffe de file, Action Education¹ depuis 2021 (auparavant Solidarité Laïque entre 2015 et 2020), et pilotée par un comité de pilotage (élu pour 3 ans) composé en 2024 de huit membres : Action Education, Le Gref, Planète Urgence, Plan International France, CFDT Éducation Formation Recherches publiques, FSU-Snuipp, Secours Islamique France et Solidarité Laïque. Le collectif s'organise autour de groupes de travail thématiques et est animé par une équipe de coordination composée de deux salariées engagées : Léa Rambaud, Cheffe de projet et Louise Clément, Chargée de projet.



¹ anciennement Aide et Action



Édito

Michelle Perrot

Directrice plaidoyer de Plan International France au nom du COPIL de la Coalition Éducation

Au cours des deux dernières années, la Coalition Éducation s'est fortement mobilisée aux côtés du *Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères* pour contribuer à l'élaboration de la nouvelle [Stratégie internationale de la France en matière d'éducation de base](#) pour la période 2024-2028. Nous nous félicitons que cette nouvelle stratégie intègre de manière transversale les cinq piliers de la qualité de l'éducation définis par la Coalition Éducation². Nous saluons également le fait que la France s'engage à travers cette stratégie à « soutenir l'éducation en situations de crise et d'urgence » et à davantage « intégrer les enjeux environnementaux pour soutenir la transformation de l'éducation », deux priorités thématiques portées par la Coalition Éducation.

L'opérationnalisation de cette stratégie reste cependant conditionnée à la mobilisation de ressources financières dédiées et ambitieuses, comme nous avons eu l'occasion de le rappeler durant notre intervention lors de l'événement de haut niveau sur l'Objectif de développement durable 4 organisé par l'Agence Française de Développement, le 10 septembre dernier à Paris.

Alors que l'aide publique au développement de la France est impactée par des coupes budgétaires d'une ampleur particulièrement préoccupante, il est essentiel que la France tienne ses engagements financiers en matière d'éducation, aux niveaux bilatéral comme multilatéral. L'éducation doit être reconnue non pas comme une simple ligne de dépense publique mais bien comme un levier essentiel de développement. Comme l'a montré l'UNESCO dans

son récent rapport [Le prix de l'inaction](#) (2024), le coût de la déscolarisation et des lacunes éducatives se chiffre à 10 000 milliards de dollars américains par an à horizon 2030 pour l'économie mondiale. À l'inverse, réduire de seulement 10 % la proportion de jeunes quittant prématurément l'école ou n'ayant pas acquis les compétences de base permettrait d'augmenter la croissance annuelle du PIB de 1 à 2 points. L'éducation est le meilleur investissement possible, sans oublier que l'éducation est avant tout un droit.

Ce rapport retrace les activités menées et les résultats obtenus par la Coalition Éducation en 2023/2024, fruit de l'engagement de ses 20 organisations membres et de son équipe salariée. L'adoption par la Coalition Éducation de sa propre stratégie pluri-annuelle aura prouvé à plusieurs reprises durant cette période son utilité pour guider son plaidoyer. Outre l'influence de la nouvelle Stratégie internationale de la France en matière d'éducation de base, cette année aura également été marquée par le renforcement des liens avec quatre coalitions des Suds, y compris le co-portage d'un projet sur les pratiques d'éducation à l'environnement et au développement durable en Afrique francophone. La Coalition Éducation entend co-construire progressivement, sur la base d'un partenariat d'égal à égal, un plaidoyer national et global commun avec ses partenaires des Suds, notamment sur les enjeux de financement de l'éducation.

² l'approche par les droits humains, y compris par les droits de l'enfant; l'éducation tout au long de la vie; une vision globale de l'éducation; une vision large de la qualité de l'éducation, qui met un accent fort sur l'approche inclusive; la mobilisation de financements adéquats.

Plaider pour la qualité et le financement de l'éducation



Objectif stratégique : Mener un plaidoyer sur les moyens, la qualité et la redevabilité de la politique de solidarité internationale de la France en matière d'éducation.

Entretien avec une représentant.e du Ministère de l'Europe et Affaires étrangères

La Coalition Éducation a contribué à la rédaction de la nouvelle Stratégie internationale en matière d'éducation de base 2024-2028 de la France. Quel a été l'apport de la Coalition ? Comment avez-vous perçu ce partenariat ?

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a engagé une démarche de co-construction pour développer sa Stratégie internationale en matière d'éducation de base 2024-2028 en associant les parties prenantes du secteur de l'éducation. La société civile, représentée par la Coalition Éducation, a contribué à l'ensemble des étapes de l'élaboration de cette stratégie : participation aux groupes de travail et aux instances de concertation, appui à l'organisation de consultations auprès des organisations de la société civile membres de la Campagne Mondiale pour l'Éducation, rédaction du document, etc.

Les expertises des membres de la Coalition Éducation ont été essentielles pour affiner les priorités et identifier les leviers d'action. Outre un plaidoyer actif auprès des institutions, la Coalition Éducation participe au renforcement du dialogue avec les sociétés civiles des pays partenaires et à l'alignement des actions de la France avec les besoins prioritaires en éducation.

Ce partenariat sera poursuivi dans le cadre du pilotage et de la mise en œuvre de la stratégie.



© MEAE - Juillet 2024

Conception et réalisation :
Elise Godmuse.

Focus

Plaidoyer contre l'arrêt des financements français au Sahel

En septembre 2023, le gouvernement français a décidé de stopper au Mali et de suspendre une partie de l'aide publique au développement au Niger et au Burkina Faso, de nombreux projets et programmes portés par des ONGs, notamment en matière d'éducation, ont été dans l'obligation de fermer leurs portes, privant ainsi des populations particulièrement vulnérables de tout accès à des services essentiels de base.



Rencontre avec **Vanessa Martin**, responsable prises de paroles publiques & plaidoyer d'Action Education

Comment la Coalition Éducation s'est mobilisée contre l'arrêt des financements français au Sahel, et notamment les financements éducation?

La décision de la France a suscité colère et indignation chez toutes les organisations et collectifs membres de la Coalition Éducation, qui, pour beaucoup, ont été contraints de clore les projets d'accès et de qualité de l'éducation qu'ils menaient dans la région. Aux côtés de Coordination Sud, la Coalition Éducation s'est donc mobilisée pour s'élever contre cette instrumentalisation de l'aide publique au développement. Elle a notamment travaillé à la rédaction d'une [note de positionnement](#), rappelant que l'éducation est un droit humain, intangible, accessible à toutes et à tous, sans aucune discrimination et qu'il reste un service essentiel de base, voire vital, notamment pour les populations les plus vulnérables. Dans ce texte, partagé en novembre 2023 à l'ensemble des parlementaires et des élus à la veille des débats organisés par le Président Emmanuel Macron à

l'Assemblée nationale et au Sénat pour débattre de la stratégie française au Sahel, la Coalition alertait également sur les conséquences dramatiques d'une privation d'accès à l'éducation pour les populations du Sahel, déjà très largement exposées aux crises sécuritaires et humanitaires. Durant de longs mois, la Coalition Éducation a continué de marteler ses messages de plaidoyer, notamment auprès de l'Élysée et du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Ce plaidoyer a finalement porté ses fruits, puisqu'en mars 2024, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères annonçait faire évoluer son positionnement pour permettre à nouveau l'instruction de projets éducation/protection de l'enfance au Niger et au Burkina Faso sans aucun lien avec l'État et sous réserve d'une évaluation au cas par cas.

Participation à la manifestation du 19 novembre contre la baisse de l'Aide publique au développement

Le 19 novembre 2024, la Coalition Éducation a participé à la manifestation organisée par Coordination Sud, aux côtés de plus de 200 acteurs et actrices de la solidarité internationale Place Édouard Herriot, près de l'Assemblée nationale. La société civile s'est ainsi mobilisée pour protester contre les coupes budgétaires drastiques de 2 milliards d'euros prévues par le Projet de Loi de Finance 2025 dans les budgets de solidarité internationale. L'occasion pour la Coalition Éducation de rappeler que la France doit tenir ses engagements et poursuivre le financement de l'éducation dans sa politique de solidarité internationale. France info et Libération ont proposé deux éclairages sur ce rassemblement et les conséquences de ces coupes.





NOS ACTIONS ET NOS RÉSULTATS

5 Rapports d'analyse et de recommandations ont été publiés par la Coalition Éducation, et diffusés largement auprès des acteurs institutionnels :

- Note de positionnement « *L'éducation est un service essentiel : non à l'arrêt des financements français au Sahel* » (novembre 2023)
- Note de positionnement « *Coupe annoncée sur l'APD : menace sur l'éducation* » (février 2024)
- Le rapport « *État des lieux des enjeux de l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable au Togo et au Sénégal* » (novembre 2023)
- L'« Observatoire des financements de la France à l'éducation dans les pays partenaires » (janvier 2024).
- Recommandations de l'UNICEF France et de la Coalition Éducation pour le Projet de Loi de Finance (PLF) 2025 et les crédits alloués à l'Aide Publique au Développement de la France, en particulier dans le secteur de l'Éducation (juin 2024)

Les positions de la Coalition Éducation ont été reprises dans une série de documents et décisions politiques :

- Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères fait évoluer son positionnement et permet de nouveau l'instruction de projets éducation/protection de l'enfance au Niger et au Burkina Faso, n'ayant pas de lien avec l'État et sous réserve d'une évaluation au cas par cas (mars 2024).

- Les éléments de langage de la Coalition Éducation sont repris dans la Stratégie internationale en matière d'éducation de base 2024-2028 du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères publiée en septembre 2024

- La Stratégie humanitaire 2023-2027 engage la France à « *intégrer la protection de l'enfance ainsi que des droits de l'enfant, dont celui de l'accès à l'éducation, au cœur des priorités transversales et systématiques de la réponse humanitaire* ».

La Coalition Éducation a pris part à **seize réunions institutionnelles** dont des rendez-vous à haut niveau avec la Délégation pour la société civile, l'engagement citoyen et la jeunesse du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)

dans le cadre du plaidoyer Sahel, la Délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération du Ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse de la France ainsi qu'une rencontre avec la directrice générale du Partenariat Mondial pour l'Éducation, Laura Frigenti.

La Coalition Éducation est également **membre du Comité de Pilotage et du Comité de rédaction de la Stratégie éducation du MEAE** (la Coalition Éducation a participé à sept sessions de travail).

La Coalition Éducation a contribué à la **Feuille de route Éducation-Formation du Groupe Agence Française de Développement (AFD)** à travers une consultation écrite et une réunion de concertation avec la division Éducation de l'AFD. La grande majorité des recommandations de la Coalition Éducation ont été prises en compte.

Les partenariats avec la société civile et institutionnels se renforcent pour porter les enjeux de l'éducation au plus haut niveau avec quarante-et-un rendez-vous :

Au delà de ses membres, la Coalition Éducation travaille étroitement avec de nombreux **collectifs et organisations de la société civile** en France, dans les pays partenaires et à l'international dont notamment :

- La *Campagne Mondiale pour l'Éducation* (la Coalition Éducation en est le relais français),
- La *Coalition Europe et Amérique du Nord pour l'éducation* (la Coalition Éducation a participé aux rencontres annuelles à Dublin en octobre 2024),
- Le *Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation* (la Coalition Éducation est membre du Comité de Pilotage),
- Coordination SUD, et de nombreuses OSC françaises et internationales de solidarité telles que l'INEE, UNICEF France, Moving Minds Alliance, etc.
- La Coalition des Organisations en SYnergie pour la Défense de l'Éducation Publique du Sénégal, la Coalition nationale togolaise Education pour tous , la Coalition nationale Education pour tous du Burkina Faso et la Coalition nationale Malgache pour l'Éducation pour tous
- L'*African Campaign Network for Education for All* (ANCEFA),
- Les partenaires locaux des membres, etc.
- La Coalition Éducation poursuit et renforce le dialogue et le travail de co-construction avec **les pouvoirs publics** français et notamment l'Agence Française de Développement et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - y compris en essayant de nouer des liens avec les représentations dans les pays - , mais également le Ministère de l'Éducation nationale et les députés.
- La Coalition Éducation est également en relation étroite avec les **organisations internationales** dédiées à l'éducation (Education Cannot Wait, Partenariat Mondial pour l'Éducation, UNESCO, etc.) et le Réseau international des parlementaires pour l'éducation.
- La Coalition Éducation travaille avec des **académiques** et notamment l'Institut Français et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) pour organiser un atelier Éducation pour Tous dans le cadre de la clôture du projet SAFIR, la jeunesse en action à la Sorbonne (en novembre 2023). La Coalition Éducation est également intervenue aux Journées de l'expertise de l'AUF (novembre 2023).

En parallèle du plaidoyer institutionnel et face à une actualité politique chargée en 2023-2024, la Coalition Éducation s'est fortement mobilisée pour s'approprier les rendez-vous nationaux et internationaux, être réactive et porter les enjeux de l'éducation ainsi que les recommandations du collectif.

Douze communiqués, tribunes et lettres ouvertes dont trois collectifs en lien avec des partenaires locaux : « [Nous appelons à revenir sur le recul sans précédent des engagements de la France pour la solidarité internationale](#) » (octobre 2023), « [L'éducation est un service essentiel: non à l'arrêt des financements français au Sahel](#) » (novembre 2023), « [Coupe annoncée sur l'APD : menace sur l'éducation](#) » (février 2024), Tribune collective : « [La Coalition Éducation mobilisée contre la coupe budgétaire de l'APD](#) » (février 2024), « [Tribune : Organisations et élus se mobilisent pour la petite enfance](#) » (mars 2024), « [Niger-Burkina Faso : reprise des financements français pour les projets éducation-protection de l'enfance](#) » (mars 2024), « [Déclaration. Les organisations de la société civile demandent aux investisseurs dans Bridge International Academies de se désinvestir immédiatement](#) » (avril 2024), « [Sommet de l'avenir. L'éducation doit être à l'agenda](#) » (juin 2024), « [Réclamer l'éducation publique pour toutes et tous](#) » (juin 2024), « [Une nouvelle stratégie internationale en matière d'éducation de base bienvenue - mais qui doit se donner les moyens de ses ambitions](#) » (septembre 2024), « [Tribune. Aide au développement : pourquoi la France doit éviter de donner le mauvais exemple](#) » (octobre 2024) , « [Fortaleza : des mesures urgentes pour remettre l'ODD 4 sur les rails](#) » (novembre 2024).

CARTOGRAPHIE

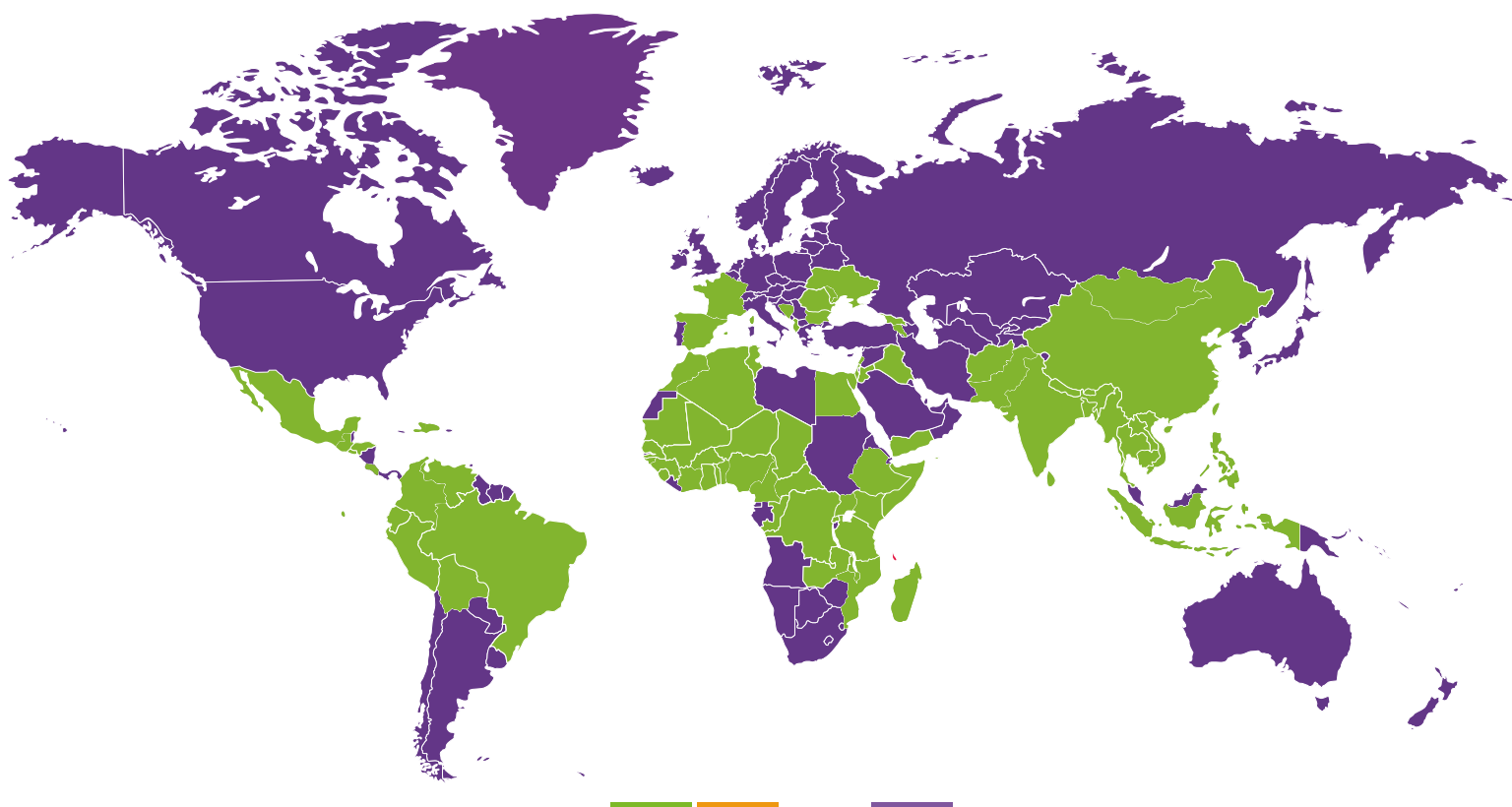


INTERVENANT DANS

75
pays



Afghanistan, Albanie, Algérie, Arménie, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Equateur, Espagne, Ethiopie, France et Outre-Mer, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Kenya, Laos, Liban, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Moldavie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Palestine, Panama, Pérou, Philippines, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Roumanie, Rwanda, Salvador, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Syrie, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine, Venezuela, Vietnam, Yémen, Zambie.



Afghanistan

Sgen-CFDT
World Vision France

Albanie

Solidarité Laïque
GREF

Algérie

Solidarité Laïque

Arménie

World Vision France
GREF

Bangladesh

Handicap International/Humanity
& Inclusion
Save The Children
World Vision France

Bénin

Action Education
GREF
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Partage
Planète Urgence
Plan International France
Solidarité Laïque

Bolivie

World Vision France
Save The Children

Brésil

ESSOR
Partage

Bulgarie

Action Education

Burkina Faso

Action Education
Asmae
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Partage
Planète Enfants et développement
Plan International France
Solidarité Laïque
Save The Children
Secours Islamique France

Cambodge

Action Education
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Partage
Planète Enfants et développement
Planète Urgence
Un Enfant Par La Main
Save The Children
World Vision France

Cameroun

Plan International France
Planète Urgence
GREF

Chine

Plan International France
Save The Children

Colombie

Solidarité Laïque
Save The Children
World Vision France

Comores

GREF
Partage

Costa Rica

World Vision France
Save The Children

Côte d'Ivoire

Asmae
Solidarité Laïque
Save The Children
GREF

Cuba

GREF

Egypte

Asmae
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Partage
Plan International France
Save The Children

Equateur

Partage
Planète Urgence
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Espagne
Save The Children

Ethiopie

Handicap International/Humanity
& Inclusion
Plan International France
Un Enfant Par La Main
World Vision France
Save The Children

France et Outre-Mer

Action Education
CEMEA
DEFI
ESSOR
La Ligue de l'Enseignement
Partage
Planète Urgence
SGEN-CFDT
SNUipp-FSU
Solidarité Laïque
Secours Islamique France
World Vision France
GREF

Géorgie

World Vision France

Ghana

World Vision France

Guatemala

Save The Children

Guinée

Action Education
Plan International France
Solidarité Laïque
GREF

Guinée Bissau

ESSOR

Haïti

GREF
Partage
Solidarité Laïque
Un Enfant Par La Main
Secours Islamique France
Save The Children

Honduras

Partage
Save The Children
World Vision France

Inde

Action Education
Asmae
Partage
Plan International France
Un Enfant Par La Main
World Vision France

Indonésie

Un Enfant Par La Main
Planète Urgence
Secours Islamique France

Irak

Secours Islamique France

Jordanie

Handicap International/Humanity
& Inclusion
Plan International France

Kenya

Handicap International/Humanity
& Inclusion
Secours Islamique France

Laos

Action Education
GREF
Handicap International/Humanity
& Inclusion

Liban

Asmae
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Partage
Secours Islamique France
Solidarité Laïque
World Vision France
Save The Children

Madagascar

Action Education
Asmae
DEFI
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Partage
Planète Urgence
Secours Islamique France
Solidarité Laïque
Un Enfant Par La Main
Save The Children

Malawi

World Vision France

Mali

GREF
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Secours Islamique France
Solidarité Laïque
World Vision France
Save The Children

Maroc

GREF
Secours Islamique France
Solidarité Laïque

Mauritanie

Save The Children
Solidarité Laïque

Mexique

Save The Children

Moldavie

Plan International France
Solidarité Laïque

Mongolie

World Vision France

Mozambique

ESSOR
Handicap International/Humanity
& Inclusion

Myanmar

Handicap International/Humanity
& Inclusion
Save The Children
World Vision France

Népal

Handicap International/Humanity
& Inclusion
Partage
Planète Enfants et développement
Save The Children

Niger

Action Education
GREF
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Plan International France
Save The Children
Solidarité Laïque

Nigéria

Secours Islamique France

Ouganda

Handicap International/Humanity
& Inclusion

Pakistan

Secours Islamique France
Save The Children

Palestine

Handicap International/Humanity
& Inclusion
Partage
Secours Islamique France
Solidarité Laïque
Save The Children

Panama

Save The Children

Pérou

GREF
Planète Urgence
Save The Children

Philippines

Asmae
Save The Children
World Vision France

République Centrafricaine

Handicap International/Humanity
& Inclusion

République Démocratique du Congo

Handicap International/Humanity
& Inclusion
Solidarité Laïque
World Vision France
Save The Children

Roumanie

Action Education
Partage
Solidarité Laïque

Rwanda

Handicap International/Humanity
& Inclusion

Salvador

World Vision France
Save The Children

Sénégal

Action Education
GREF
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Plan International France
Solidarité Laïque
Un Enfant Par La Main
Secours Islamique France
World Vision France
Save The Children

Sierra Leone

Handicap International/Humanity
& Inclusion
Save The Children

Somalie

Secours Islamique France

Sri Lanka

Action Education
Solidarité Laïque
Save The Children

Syrie

Secours Islamique France
World Vision France

Tanzanie

Plan International France

Tchad

ESSOR
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Plan International France
Secours Islamique France

Thaïlande

Partage

Togo

Action Education
DEFI
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Plan International France
Planète Urgence

Tunisie

GREF
Handicap International/Humanity
& Inclusion
Solidarité Laïque

Ukraine

SGEN-CFDT
Solidarité Laïque
Save The Children

Venezuela

Save The Children

Vietnam

Action Education
Planète Enfants et développement
Un Enfant Par La Main
World Vision France

Yémen

Secours Islamique France
Save The Children

Zambie

World Vision France
Save The Children



@Coalition Education

Articuler le plaidoyer de la Coalition Éducation avec celui des sociétés civiles du Sud

Objectif stratégique :



- Renforcer le plaidoyer en étant alimentée et challengée par les contributions des sociétés civiles du Sud ;
- Relayer la voix, les positions et le plaidoyer des sociétés civiles du Sud au Nord ;
- Construire et porter des actions communes en termes de plaidoyer, de production de connaissances, d'échanges thématiques, etc.

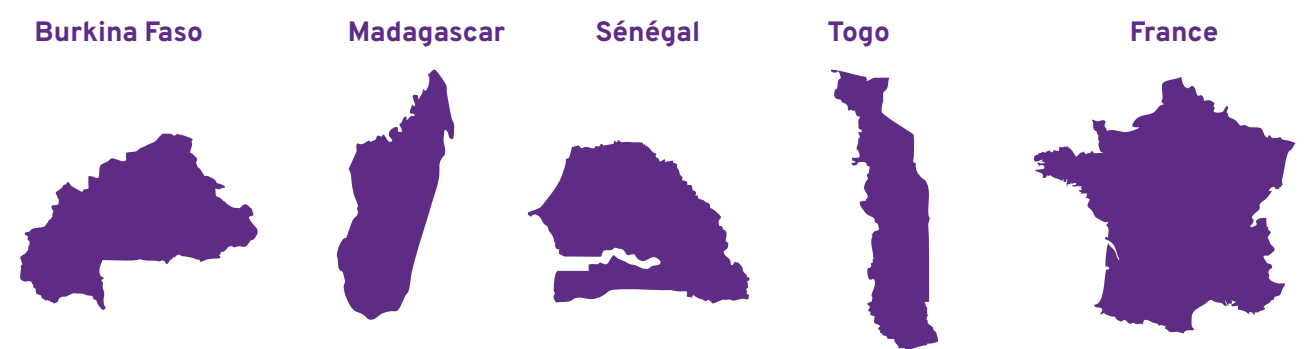
En 2022, la Coalition Éducation en partenariat avec les coalitions pour l'Éducation du Togo (CNT/EPT) et du Sénégal (COSYDEP) ont mené un [*« État des lieux des enjeux de l'Éducation au Développement Durable notamment en Afrique de l'Ouest/Sahel, à partir des exemples du Togo et du Sénégal »*](#), avec l'appui de l'Agence Française de Développement et du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Avec le soutien d'Éducation à Voix Haute (fonds du Partenariat Mondial pour l'Éducation), ce projet a été élargi aux coalitions éducation du Burkina Faso (CN EPT Burkina Faso) et de Madagascar (CONAMEPT).

Les cinq coalitions éducation du **Burkina Faso**, de **Madagascar**, du **Sénégal**, du **Togo** et de la **France** (en tant que pays partenaire de la coopération éducative dans ces pays) ont donc décidé de mener ensemble une analyse croisée des enjeux ainsi que des pratiques mises en place par les enseignant.e.s, les organisations de la société civile et les institutionnel.le.s en matière d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) dans ces quatre pays d'Afrique. Ceci, afin de renforcer la compréhension et l'appropriation du contexte et des pratiques au sein de chacune des coalitions et de leurs partenaires ainsi que le plaidoyer porté sur les questions d'EEDD. Au total, plus de **500 représentant.e.s** issus de divers horizons ont pris part aux consultations, à travers des questionnaires, des entretiens, des restitutions intermédiaires organisées dans chacun des pays ainsi qu'au niveau global.

Les principaux constats de l'étude se retrouvent globalement dans chacun des pays, et font émerger les besoins suivants :

- Renforcer l'intégration de l'EEDD dans les curricula et les programmes d'éducation non formelle et de formation en l'intégrant dans les enseignements théoriques et dans des activités pratiques, mais aussi en impliquant davantage les communautés ;
- Promouvoir un accès équitable des filles et des garçons à l'enseignement du climat et aux filières porteuses ;
- Davantage outiller et former les personnels éducatifs à travers une augmentation et une amélioration des moyens matériels et financiers mis à disposition, y compris de la formation ;
- Favoriser les approches intersectorielles (le continuum éducation-environnement-santé-protection) et assurer la bonne diffusion et l'institutionnalisation des pratiques.

Ce travail collectif est mené par les coalitions elles-mêmes, en s'appuyant sur les réseaux et les expertises de chacune. Cette démarche a permis de renforcer le partenariat mais également les capacités en termes de collecte de données, d'analyse, de travail collectif, d'échanges mutuels, et de pilotage d'un projet multi-pays. L'approche multisectorielle du projet associant les acteurs de l'environnement, de la protection sociale, de l'éducation et de la formation a été jugée innovante par les coalitions, qui ont souligné la nécessité de renforcer cette dynamique. La dimension comparative de l'étude entre les quatre pays est également un élément clé du projet permettant d'avoir une connaissance partagée des contextes nationaux et de construire un plaidoyer national et global commun. Au total, en un an et demi, le COPIL EEDD s'est réuni **25 fois**.



Focus

Mission à Dakar au Sénégal avec les coalitions partenaires

L'équipe de coordination de la Coalition Éducation s'est rendue à Dakar au Sénégal du 15 au 20 décembre 2024 afin de participer au Forum Politique de la Campagne africaine pour l'éducation pour tous (ANCEFA), mais également de tirer le bilan et définir les perspectives du partenariat avec la CN/ EPT Burkina Faso, la COSYDEP Sénégal, la CNT EPT Togo et la CONAMEPT Madagascar.

Lors de cette mission, une première rencontre s'est tenue entre les coalitions partenaires le 16 décembre dans les locaux de la COSYDEP Sénégal. Elle a permis de faire un point sur le projet *Renforcer les pratiques et les politiques d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) en Afrique francophone mené depuis fin 2022*, mais également sur le partenariat entre les coalitions de manière plus générale.

« *La collaboration entre les coalitions, permettant de se nourrir et de se renforcer mutuellement mais également d'avoir une approche croisée multi-pays, est une forte valeur ajoutée* »; Cheikh Tidiane Aw, Cosydep Sénégal

« *Le projet a permis aux différentes coalitions de dresser un état des lieux et de s'approprier les enjeux et les pratiques en matière d'EEDD au Togo, au Sénégal, au Burkina Faso et à Madagascar, et ainsi de se positionner sur la thématique de l'EEDD, y compris auprès des partenaires institutionnels éducation et environnement.* » Kanitom Kofi, CN EPT Togo

« *Au Burkina Faso, lors de la restitution intermédiaire, des représentant.e.s de l'Assemblée Législative de Transition ont interpellé le Ministère de l'Enseignement de Base de l'Alphabétisation et de la*



promotion de Langues Nationales sur le financement de l'EEDD » Nebie Bagnomo Modeste, CN EPT Burkina Faso

La réunion a également permis de définir les prochaines étapes du projet et notamment la publication de l'état des lieux, ainsi que la définition d'une stratégie de plaidoyer multi-pays.

Les 17 et 18 décembre ont été marqués par la participation du Comité de Pilotage du projet EEDD au 13ème Forum régional panafricain sur les politiques éducatives et événement d'apprentissage, en tant que partenaire de l'ANCEFA et afin de présenter le travail collaboratif et ses premiers impacts. Cette participation a permis de promouvoir le travail collaboratif ainsi que le portage de la thématique au sein d'ANCEFA. En effet, à l'issue du Forum, un communiqué collectif a été publié, appelant à « faire de l'éducation à l'environnement et au développement durable une priorité politique, financière et opérationnelle des décideurs des niveaux national, sous régional et africain ».

En marge du Forum, les cinq coalitions éducation ont également échangé avec des représentantes du fonds Éducation À Voix Haute du Partenariat Mondial pour l'Éducation, en tant que partenaire technique et financier du projet afin de tirer le bilan de cette première phase.

« *Les témoignages des membres du COPIL du projet ont clairement montré que beaucoup de choses ont été apprises, tant en termes de sujet que de processus d'apprentissage collaboratif.* »

Asmara Figue, Regional Education Adviser, West & Central Africa, Education out Loud.

Enfin, le 19 décembre, une réunion s'est tenue à l'Ambassade de France du Sénégal, avec la participation de représentant.e.s de la COSYDEP Sénégal, de la Coalition Éducation France, de l'Agence Française de Développement basée à Dakar et de l'Ambassade de France à Dakar. Cette réunion a été l'occasion d'échanger sur les travaux respectifs des différentes parties prenantes et d'identifier des synergies, notamment sur :

- le projet EEDD ;
- le programme Adapt'Action mené par l'Agence Française de Développement, qui vise au Sénégal à renforcer les compétences pour assurer un développement résilient face au changement climatique.

Ces temps d'échanges, très riches, ont permis de consolider les partenariats entre les différentes parties prenantes et permettront également de nourrir les futurs travaux de la Coalition Éducation.



Fédérer et renforcer la société civile française pour porter une voix collective et engagée au niveau national et international



Objectif stratégique :

Devenir un collectif qui mobilise durablement ses membres au service de l'impact recherché.



Entretien avec **Dominique Bruneau**

Secrétaire Fédéral, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques

En mai 2023, la Coalition Éducation a adopté sa nouvelle stratégie 2023-2027. Après plus d'un an d'opérationnalisation, quelles premières conclusions pouvez-vous en tirer ? A-t-elle répondu aux attentes du collectif ?



La nouvelle stratégie de la Coalition Education est en œuvre et après plus d'un an d'opérationnalisation, cette feuille de route a permis de faire davantage collectif et d'obtenir des impacts concrets au service de notre mission : « *transformer les politiques de solidarité française en vue de garantir une éducation de qualité pour tout.e.s au « Sud »* ». Malgré un contexte géopolitique instable en particulier dans la zone subsaharienne et des tendances budgétaires compliquée, un plaidoyer stratégique et structuré autour d'objectifs précis a été porté pour défendre le droit à l'éducation, avec des résultats à saluer, notamment la prise en compte de nos cinq piliers de la qualité de l'éducation dans la Stratégie internationale de la France en matière d'éducation de base du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Par ailleurs, l'articulation du plaidoyer de la Coalition Éducation avec celui des sociétés civiles du Sud et notamment les coalitions éducation du Burkina Faso, de Madagascar, du Sénégal et du Togo, s'est consolidée. Le projet « *Renforcer les pratiques et les politiques d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) en Afrique francophone* » co-mené par la Coalition Éducation avec les coalitions de ces quatre pays, et l'appui du Partenariat Mondial pour l'Éducation, révèle une approche collaborative réussie ayant permis de co-produire de la connaissance et de nourrir un plaidoyer commun. Néanmoins, au sein des membres de la Coalition Éducation, la thématique EEDD nécessite encore un travail de réflexion stratégique.

Enfin, les travaux menés par la Coalition Education sur l'éducation en situations de crise et d'urgence (ESCU) à travers le cycle 2023-2024 des Champions de l'Éducation a permis de donner de la visibilité à cette priorité au sein des acteurs de la coopération éducative de la France, mais également d'étayer les principales problématiques qui la sous-tendent. Le plaidoyer sur l'ESCU mené par la Coalition Éducation et ses partenaires a ainsi été renforcé et a permis de l'inscrire comme une priorité transversale de la stratégie humanitaire de la France 2023-2027.

Focus

Un nouveau format pour les Champions de l'éducation



Depuis leur lancement en 2018, les Champions de l'éducation, co-organisés par l'Agence Française de Développement (AFD) et la Coalition Éducation ont visé à encourager la coopération ainsi qu'à faciliter l'échange de pratiques et de recommandations opérationnelles sur les enjeux de l'éducation dans les pays partenaires. Ceci, afin de contribuer à renforcer les politiques et les programmes éducatifs. En février 2023, la Coalition Éducation a organisé un atelier de réflexion pour tirer le bilan de quatre années de rencontres et définir le futur des Champions de l'éducation. Il a été acté de dédier quatre sessions autour d'une thématique centrale. La saison 2023/2024 a ainsi porté sur l'éducation en situations de crise et d'urgence : elle s'est articulée autour du format suivant :

- Une première réunion de cadrage et de définition collective des axes de discussion des prochaines sessions ;
- Deux réunions de partage des pratiques consacrées à la coordination multi-acteur.rice.s et la continuité éducative en situations de crises ;
- Une dernière réunion de capitalisation pour faire le bilan sur ce nouveau format et travailler à un livrable de capitalisation.

Rencontre avec **Yan Picou-Laporte**, Responsable de projets de la Division Mobilisation Partenariale des Organisations de la société civile (MPN/OSC) de l'AFD

Quelle a été la plus-value de ce nouveau format ?

Les évolutions du format des Champions de l'Éducation, initiative conjointe de la Coalition Éducation et de l'AFD depuis 2018, ont conduit à structurer un partenariat équilibré, constructif et collaboratif entre les parties prenantes de l'écosystème du secteur éducatif et ce, malgré la complexité et la multiplicité des crises (sanitaires, alimentaires, environnementales, humanitaires, sécuritaires) qui impactent durablement le système éducatif et ses bénéficiaires.

Ce nouveau format est la résultante d'une réflexion collective, à la hauteur des enjeux et besoins éducatifs grandissants et changeants. Il démontre l'influence accrue de la dynamique des Champions de l'Éducation et ses capacités à questionner, adapter et délivrer des réponses efficaces aux nombreux enjeux d'insuffisance de volonté politique des États à investir massivement dans l'accès une éducation de qualité pour toutes et tous en France ou ailleurs. Les réflexions et ajustements portés sur le format des Champions de l'Éducation traduisent notre capacité à questionner ses modalités de gouvernance et de pilotage pour être au plus près des besoins de ces acteurs membres qui garantissent son bon fonctionnement. Les participations de l'INEE, du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du Ministère de l'Éducation nationale, ainsi que celle de la division « Éducation / Formation Professionnelle / Emploi » de l'AFD assoit la légitimité des Champions de l'Éducation.

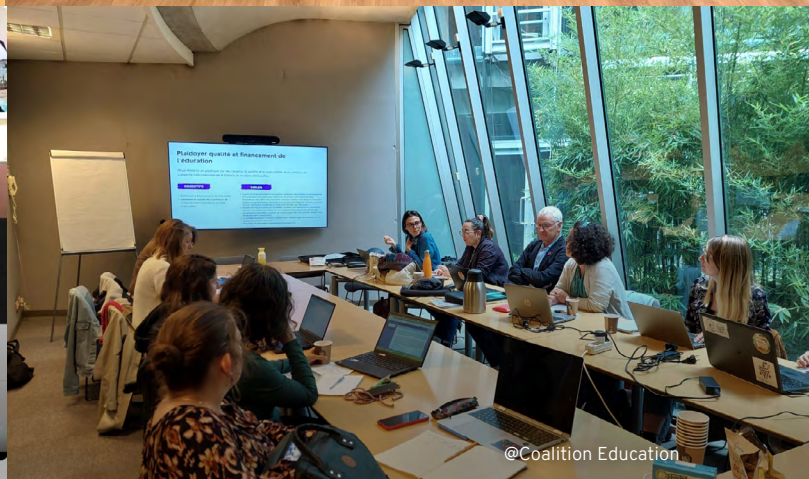
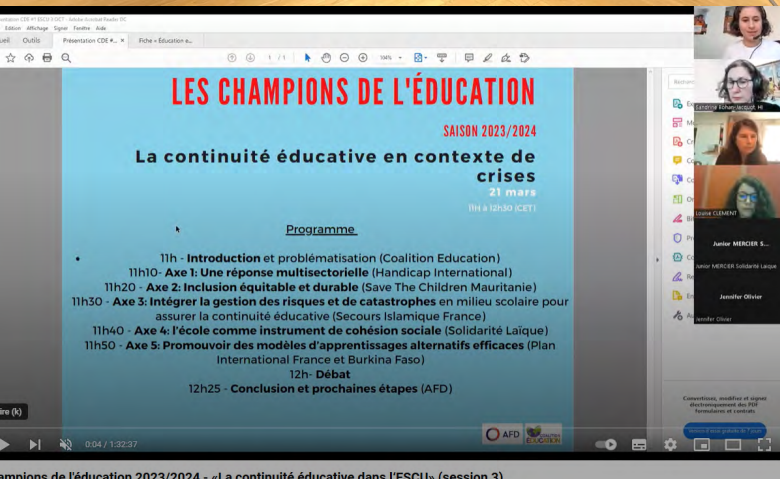
Le co-portage entre les organisations de la société civile éducation - via la Coalition Éducation - et l'AFD est inédit. Il permet de démontrer comment cet espace fondé sur des principes de concertation, d'adaptation, et d'alimentation des politiques publiques permet de maintenir un dialogue constructif, structuré et fortement apprenant pour chacun des acteurs concernés.



18

Essentiel

2023-2024



NOS ACTIONS ET NOS RÉSULTATS

20 organisations membres de la Coalition Éducation en 2024.

Au **niveau international**, la Coalition Éducation s'inscrit dans le mouvement de la Campagne Mondiale pour l'Éducation, et coordonne son action avec les coalitions des autres pays.

Participation à **59 réunions de travail** avec la société civile ou pluri-acteur.ice.s dont les réunions mensuelles de la Campagne Europe et Amérique du Nord pour l'Éducation, les COPIL et réunions collectives du Réseau francophone contre la marchandisation, participation aux réunions de la Campagne services sociaux de base, Groupe de travail Éducation sur le G7, etc. Plus d'une cinquantaine de réunions de partenariats avec ANCEFA, COSYDEP Sénégal, CN-EPT Burkina Faso, CNT/EPT Togo, CONAMPET Madagascar, F3E, FRIO, GI-ESCR, INEE, Right To Education, Unicef France, Moving Mind Alliance, etc.

Trois webinaires et une session bilan des Champions de l'Éducation 2023-2024 avec une moyenne de 40 à 70 participant.e.s. Un nouveau format des Champions de l'Éducation a été testé sur l'année scolaire (octobre 2023 à juillet 2024), autour de quatre sessions visant à approfondir une thématique centrale : l'éducation en situations de crise et d'urgence;

81 réunions internes avec les membres dont Comité de Pilotage, Comité de suivi et de gestion, groupes de travail ad hoc (Stratégie éducation de base du MEAE, sur le financement de l'éducation, le projet Education à l'environnement et au développement durable, les Champions de l'éducation), une assemblée générale (janvier 2024) ainsi que quatre plénières collectives depuis septembre 2023.



DONNÉES FINANCIÈRES

LES COMPTES DE L'EXERCICE

Le budget de l'exercice **2024**, qui a couvert la période s'étalant du **1er janvier 2024 au 31 décembre 2024**, s'est élevé à

150 400 €
hors valorisations

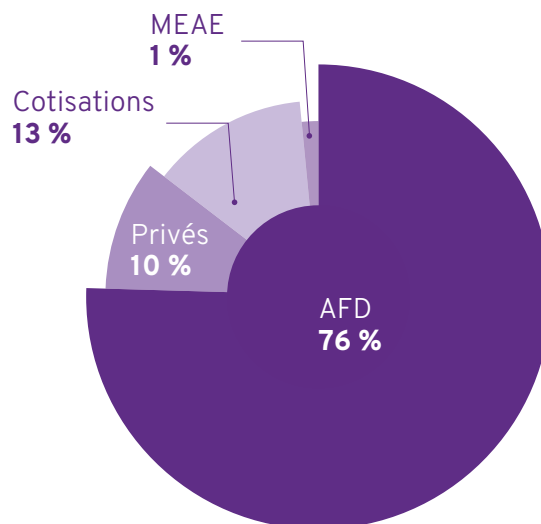
LES RESSOURCES

L'AFD et le MEAE ont apporté un cofinancement de **115 723 €**

Les cotisations des membres ont représenté **19 795 €**.

Les autres fonds privés dont Education Out Loud se sont élevés à **14 882 €** pour financer la phase 2 du projet *Renforcer les pratiques et les politiques d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) en Afrique francophone: cas du Burkina Faso, de Madagascar, du Sénégal et du Togo*.

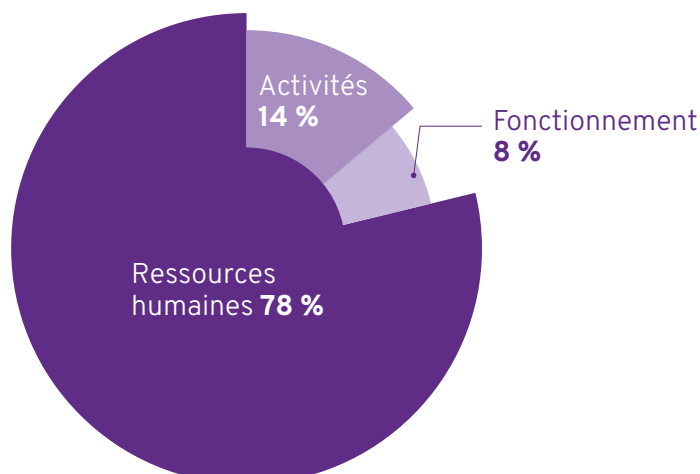
Répartition des ressources par type de fonds



Les dépenses

En 2024, le volume de dépenses liées aux activités de la Coalition Éducation a diminué pour atteindre 14%. Cela est notamment dû au fait que 2024 était une année de transition entre deux cycles de financements et une réduction des effectifs de ressources humaines pendant cinq mois.

Répartition des dépenses



NOS PARTENAIRES

Les organisations avec lesquelles la Coalition Éducation a travaillé

Action Contre la Faim

Action Santé Mondiale

Agence Universitaire de la Francophonie

ANCEFA (Africa Network Campaign on Education For All)

Campagne Europe et Amérique du Nord pour l'éducation

Campagne Mondiale pour l'Éducation

Coalition Eau

Coalition Nationale pour l'Éducation pour Tous du Burkina Faso

CONAMEPT Madagascar

Coordination Sud

COSYDEP Sénégal

Coalition Nationale pour l'Éducation pour Tous du Togo

Education Out Loud

Education Cannot Wait

Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel

GI-ESCR

Groupe Enfance

IECD

INEE

Institut Français

IPNEd (International Parliamentary Network For Education)

Moving Minds Alliance

OXFAM France

Partenariat Mondial pour l'Éducation

Réseau Francophone Contre la Marchandisation de l'Éducation

Right to Education Initiative

Solidarité Sida

UNESCO

UNGEI

UNICEF France

LES PARTENAIRES PUBLICS ET FINANCIERS

Agence Française de Développement

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse

Partenariat Mondial pour l'Éducation



Cette publication est une publication indépendante de la Coalition Éducation soutenue par l'Agence Française de Développement.

communication@coalition-education.fr
www.coalition-education.fr
53 BD de Charonne, 75011 Paris

Coalition Education
 CoalEducation
 Coalition Éducation